

BONO SALVATORE

Université de Perugia

Italie

SOLIDARITÉ MAGHRÉBINE À LA RÉSISTANCE ANTICOLONIALE EN LIBYE

(1911-1912)

La résistance à la conquête italienne de la Libye (dont la population locale fut protagoniste, conduite et assistée pendant les années 1911-12 par des officiers turcs) est une réalité très significative de l'histoire contemporaine de ce pays maghrébin; elle est encore cependant moins connue que ne le sont les différents aspects politiques, diplomatiques et militaires de la conquête coloniale, considérés par les historiens surtout du point de vue italien. Dans l'ensemble de la résistance turco-arabe il y avait un aspect qui est resté méconnu jusqu'à ces dernières années: les sentiments, les expressions et les initiatives de solidarité envers les combattants en Libye de la part des musulmans d'autres Pays.

Cette solidarité est née au nom de la commune appartenance à l'Islam et de l'essentielle unité de toute la communauté islamique. C'est pourquoi elle s'est manifestée non seulement dans les pays voisins de la Libye (et donc avant tout en Tunisie et en Egypte) et dans les autres Pays arabes, mais aussi dans les pays musulmans plus éloignés, d'Asie et d'Afrique, et auprès de communautés et de groupes musulmans de différents pays. J'ai pré-

senté sur ce thème un rapport d'ensemble en décembre 1982 à la II Conférence sur les relations turco-arabes qui s'est déroulée à Tripoli; j'ai successivement publié un article relatif à la solidarité des Musulmans d'Asie, d'Afghanistan, à l'Inde, à l'Indonésie.

Je voudrais maintenant illustrer les échos et les réactions à l'agression coloniale en Libye, qui ont eu lieu au Maghreb - et en particulier en Tunisie - durant les années 1911-1912, jusqu'à la signature de la paix entre l'Italie et la Turquie.

On sait par ailleurs que la résistance anticoloniale se prolongea dans l'ensemble du territoire de la Libye pendant une vingtaine d'années, jusqu'à la fin de l'année 1931, à la capture et exécution d'Omra el Mukhtar.

Ce vif sentiment de solidarité était un signe du réveil spirituel et culturel de l'Islam, acheminé dans le monde musulman depuis la seconde moitié du 19^e siècle et dont les précurseurs et les partisans furent Giamal ad-Din al-Afghani et Muhammad Abdu. Très tôt les observateurs européens se rendirent compte, quelquefois avec une certaine surprise, de la diffusion et de la force de ce sentiment, du reste explicitement sollicité et exalté du côté musulman.

Un commentateur français, Henry Marchand, déjà au début du conflit italo-turc, ne prévoyant pas une importante résistance locale, soutenait que "l'inquiétude du sentiment islamique constituera pour la résistance turque un appoint précieux, encore que peu constant".

Quelques mois après il constatait que l'indignation pour l'agression italienne s'était étendue jusqu'aux régions périphériques du monde musulman et y avait fait surgir, comme cela ne s'était

jamais produit auparavant, "le sentiment de solidarité confessionnelle et la conscience d'une étroite cohésion spirituelle"; le monde islamique réagissait solidaire à l'attentat à l'intégrité du "dar al-Islam".

Pour indiquer ce fort sentiment d'adhésion à l'Islam et de solidarité parmi les fidèles, les Européens utilisèrent le terme "fanatisme", avec une forte acception péjorative. Ironiquement, donc un commentateur tunisien s'interrogeait: "Qu'est-ce donc en effet, sinon une manifestation de fanatisme, que ce mouvement d'indignation qui, en Afrique et en Asie, a soulevé tout le monde islamique ... devant l'odieuse agression dont une des provinces de l'Empire ottoman a été l'objet de la part d'une nation prétendue civilisée?"

Au Maghreb, les responsables politiques et militaires français avaient tout de suite perçu le risque de réactions et de la naissance d'une dangereuse solidarité panislamique: le Ministère des Affaires Etrangères mis en garde les responsables des forces armées "sur la répercussion que pourrait avoir l'intervention italienne sur l'état d'esprit des populations musulmanes qui habitent les régions frontières de nos possessions de l'Afrique du Nord".

Dans une lettre anonyme, signée un arabe, parvenue d'Algérie ou de Tunisie au Ministère des Affaires Etrangères français, en février 1912, on lit: "nos frères tripolitains n'ont fait que l'admiration de tous pour le courage et l'énergie dont ils ont fait preuve en défendant le sol natal. Qu'il me soit permis de dire en bon musulman ou mourir ou sauver l'honneur de l'Islam".

Venons en maintenant à considérer les échos et les réactions aux événements de la Libye d'abord en Tunisie, où ils furent plus

intenses, constants et étendus, puis en Algérie; la population marocaine ne semble pas avoir suivi les événements ni y avoir réagi; ou du moins nous n'avons jusqu'à présent trouvé aucune information a ce sujet.

Il y eut certainement différents facteurs et aspects des réactions tunisiennes à l'occupation italienne de la Libye, mais il nous semble que la solidarité envers les combattants arabes et turcs se déclencha avant tout du fait du sentiment de l'unité islamique, enraciné et alors ranimé dans la population de la Régence. Des affirmations explicites en ce sens se trouvent dans la presse tunisienne; citons, par exemple, un long article du "Ittihad el Islam" du 19 octobre 1911. Les Musulmans - écrivait le journal tunisien - "considèrent cette agression comme un ignominieux affront infligé à tout le monde musulman. Et nous aussi tunisiens, en notre qualité de musulmans, nous proclamons hautement notre indignation envers l'Italie."

Dans la presse tunisienne on tient à souligner que "l'invasion de la Tripolitaine par l'armée italienne a été une cause de mécontentement général dans tout le monde musulman".

Ce fort sentiment panislamique qui était à la base de la solidarité anti-italienne n'échappa pas aux observateurs contemporains sur place.

On en trouve plusieurs traces, par exemple, dans les dépêches du consul austro-hongrois à Tunis; en date du 28 décembre 1911 il rapporte une éclairante conversation avec le local Cheik-ul-Islam et conclut avec l'observation qu "une tendance panislamique est observable dans l'ensemble de la population du Nord d'Afrique".

Au début du mois de février 1912 à l'occasion d'un tour de

propagande du Croissant Rouge il y eut une vive et toutefois contenue manifestation "panislamique", au cri de "Vive la Turquie"; le nationaliste Bach Hamba déclara: "Les peuples de l'Islam sont comme une chaîne aux anneaux ininterrompus qui vibrent tous dès que l'un d'eux est touché."

Le consul, qui dans ses dépêches nous a donné d'amples informations et remarques, nous rapporte la réponse d'un jeune de l'Accadémie Khaldounia auquel on avait dit: "Laissez donc les Turcs et les Italiens se débrouiller, qu'est-ce que cela peut vous faire puisque vous êtes Tunisien?" "C'est vrai - répondit le jeune - mais apprenez qu'avant d'être tunisien, je suis musulman et que le chef des musulmans c'est le Sultan."

Au cours du conflit italo-turc le sentiment panislamique s'étendit et se renforça dans toute la Tunisie.

Dès que les premières nouvelles sur le conflit commencèrent à se répandre en Tunisie, au début du mois d'octobre 1911, cette conscience d'unité et de solidarité panislamique trouva le moyen de s'exprimer, de se transmettre et de se renforcer dans les réunions dans les mosquées. Un télégramme du consul italien à Tunis dénonçait justement le 24 Octobre "Les réunions tolérées dans les mosquées et dans les clubs jeunes turcs ou s'excitent contre nous les passions populaires."

Dans les mosquées se tinrent aussi des réunions secrètes au cours desquelles on dénonçait l'attaque italienne à Tripoli comme "une gifle" à l'Islam et une rapine qui crie vengeance au ciel;

Une première expression concrète de solidarité envers la résistance arabo-turque fut celle du début d'une campagne de

boycottage des marchandises et des magasins italiens et aussi du service des trams, dont les opérateurs étaient en majorité italiens. "Depuis quelques jours - écrivait le 12 octobre 'La Tunisie française' - une bande d'agents turcs parcourt les quartiers indigènes et au nom de la foi musulmane incite les habitants (sic) à boycotter les marchandises italiennes."

Des appels au boycottage furent affichés en peu de jours dans le dit Suk el-Bled, mais ils furent aussitôt enlevés par la police. Le mouvement de boycottage eut tout de même un rapide succès et contribua à accroître la tension.

Depuis le début de l'agression italienne aux provinces maghrébines de l'Empire Ottoman, une tension se propagea en Tunisie entre la population musulmane, qui prit parti pour les arabo-turcs, et la nombreuse communauté italienne, enthousiasmée par l'entreprise coloniale de son Pays. "Les réunions anti-italiennes - écrivait 'L'Union' le 18 octobre - alors que la presse indigène ravive la flamme, se suivent à Tunis et dans les autres centres de la Régence, sans être dérangées (...) des incidents se produisent partout à cause de l'outrecuidance des indigènes et, part conséquent à cause de l'intolérance de nos compatriotes." Le même journal italien publia plusieurs fois les jours suivants des nouvelles à propos de petits incidents, d'épisodes d'hostilité, de quelque plus grave combat entre Tunisiens et Italiens dans le chef-lieu et dans d'autres localités de la Régence tunisienne.

Du côté italien on accusait les Tunisiens; du côté tunisien on accusait par contre les Italiens de ne pas avoir eu "garde de ménager les susceptibilités de la population musulmane" mais de sembler au contraire "s'être donné le mot pour marquer et vexer les

musulmans à toute occasion".

Au début du mois de novembre Tunis est bouleversée par un terrible soulèvement connu sous le nom de Djellaz; sur le fond de cet épisode, il'y a certainement aussi l'excitation des musulmans pour l'attaque italienne en Libye mais la cause précise fut le présumé projet d'immatriculation - c'est-à-dire de passage sous le contrôle de l'autorité municipale - d'un vieux cimetière arabe, déjà saccagé par les spéculateurs sans scrupule. La population musulmane - craignant que la mesure n'ouvrit la voie à une plus radicale violation du cimetière - organisa une importante protestation.

Pour intimider la foule, il semble qu'un italien ait tiré d'une terrasse un coup de revolver tuant un garçon arabe; ce fut l'étincelle qui déclencha une furieuse réaction des Musulmans, en particulier contre les Italiens; toute la ville fut bouleversée par des tumultes et incidents, la police intervint mais avec peu de succès, on compta en tout une quarantaine de morts, dont sept italiens.

Nous ne tenons pas à préciser le déroulement des événements et à rapporter la suite; nous voudrions seulement évaluer en quelle mesure cet épisode a été une réaction à la guerre libyenne. Parmi les observateurs contemporains il y eut des contrastes à ce sujet; du côté français on souligna la tension en cours entre Italiens et "indigènes des basses classes" - les uns "rendus insoumis par la prise de Tripoli", les autres "irrités pour la même cause" - et l'effet qui déclencha l'exécution du garçon arabe; du côté italien la question du cimetière fut au premier plan, mais en même temps on recueillait la voix que l'insurrection arabe avait été organisée "par les nombreux officiers turcs d'accords

avec le Comité local jeune turc", lesquels auraient justement excité la population arabe à la révolte "au nom de l'Islam menacé".

On ne peut certes ne pas tenir compte dans l'évolution des événements de novembre du ressentiment anti-italien pour la guerre libyenne, si l'on pense, en particulier, qu'à la fin du mois d'octobre, on avait diffusé les nouvelles sur la dure répression italienne contre les insurgés de Tripoli, avec les accusations connues d'abus et d'atrocités. D'autre part on ne peut ignorer que la population tunisienne supportait mal la subordination coloniale à laquelle elle était elle-même soumise.

Le risque d'incidents entre Italiens et Tunisiens était plus grand du fait qu'en de nombreux lieux ils travaillaient ensemble comme ouvriers ou autre.

Dans la première décade de décembre dans un chantier du tronçon Ksar-Mateur de la ligne ferroviaire Béja Mateur, où travaillaient 200 italiens aux côtés de 800 musulmans, dont 600 de la Tripolitaine, on arriva à des actes d'hostilité probablement - selon le consul autrichien - fomentés par quelque provocateur; les autorités françaises, plus circonspectes après le soulèvement tunisien envoyèrent 2 compagnies, perquisitionnerent pendant la nuit le champ des travailleurs musulmans séquestrant une grande quantité d'armes, arrêtèrent un bon nombre de Tripolitains pour les expulser ensuite de Tunisie.

En Libye, après le succès initial de l'occupation italienne des principales localités côtières, les opérations militaires marquèrent souvent des épisodes et des phases favorables aux combattants arabo-turcs. On arriva bientôt à une situation de pat, dans laquelle le conflit se prolonge jusqu'au printemps 1912.

L'impossibilité d'obtenir une solution militaire fut un échec pour l'Italie et ceci la contraignit à élargir le camp des opérations (comme on le sait, dans la Mer Egée, dans la Mer Rouge, etc.).

L'écoulement de ces mois constitua pour la résistance arabo-turque un succès extraordinaire, nous pouvons dire imprévu, qui encouragea les combattants, permit le renforcement d'une organisation civile outre que militaire (si bien décrite par la Cyrenaïque dans le Journal d'Enver Pacha) et favorisa l'aides en provenance de l'étranger.

Le prolongement de la résistance suscita de l'enthousiasme dans le monde musulman, d'autant plus que les nouvelles arrivaient souvent déformées ou exagérées en faveur des arabo-turcs. La participation émotive et solidaire des Musulmans de Pays voisins, comme la Tunisie, ou même lointains, ne diminua donc pas, mais au contraire augmenta au moins jusqu'à l'été 1912.

En mars la tension entre Tunisiens et Italiens est de nouveau bien vive et les incidents se renouvellent; un observateur impartial signale que le ressentiment envers l'initiative coloniale italienne grandit non seulement dans les couches sociales plus modestes, normalement plus excitables, mais aussi dans les milieux tunisiens plus élevés.

Par sens de solidarité envers les combattants de Libye, à l'occasion de la fête du "Mouloud" (la naissance du Prophète) les traditionnelles réjouissances, entre autres l'éclairage des souks, n'ont pas lieu.

Le boycottage du service des trams, dont on a parlé auparavant, se poursuivait sans fléchissement. Une intention de protes-

tation envers la politique française dans le Protectorat s'ajoutait à la motivation initiale anti-italienne; le boycottage des trams avait aussi par ailleurs un motif de revendication sociales: il visait à faire licencier les employés italiens avec le conséquent engagement d'éléments locaux pour lesquels on prétendait une parité de traitements.

Une autre manifestation de solidarité envers la Résistance arabo-turque, diffuse en de nombreux pays avec d'importants résultats fut la collecte des offres pour le Croissant Rouge, qui correspond à la Croix Rouge Européenne.

Nous avons cependant trouvé de bien maigres informations sur les modalités et les résultats de cette collecte. Certains notables tunisiens auraient remis à Neshat Bey à Azizia une importante somme souscrite auprès du journal "Zohra".

Le but de mon exposé est, comme cela a déjà été dit, de montrer les sentiments et les expressions de solidarité qui ont eu lieu en Tunisie à l'appui de la résistance anticoloniale en Libye; expressions issues spontanément du fond du sentiment d'unité de la communauté islamique. Ce qui n'exclut pas les initiatives de propagande et de sollicitation de l'extérieur, du côté turc surtout, par exemple avec la diffusion de la presse turque, relevée avec préoccupation du côté italien. Un appel arriva à de nombreux notables tunisiens (et aussi algériens, comme nous le verrons) de Berlin, signé "Vos frères dans l'Islam, résidant en Allemagne" sans autre précision; probablement il s'agissait d'une initiative des milieux allemands filo-turcs.

L'Examen de la fonction qu'a eu objectivement le territoire tunisien en tant que lieu de passage des combattants et des ravitaillements, militaires et d'autre nature, est en dehors de notre

cadre de recherche, a moins qu'il n'ait impliqué la solidarité de la population tunisienne. L'entrée en Tripolitaine d'officiers turcs à travers la frontière tunisienne, quelquefois sous l'aspect d'équipes médicales du Croissant Rouge, fut un phénomène constant, et bien connu, au cours de la guerre. Les autorités italiennes - nous esquissons rapidement - s'engagèrent, depuis le début du conflit à recueillir avec soin des informations sur chaque passage à travers la frontière tuniso-tripolitaine et rappellèrent continuellement aux responsables française (à Tunis et à Paris) l'obligation, pour le respect de la neutralité déclarée, d'empêcher tout passage. Celles-ci cependant durent se plaindre, pendant tout le conflit, de l'insuffisance capacité de contrôle ou mieux de la tolérance voulue par les autorités françaises pour le passage d'hommes et de ravitaillements.

Au contraire l'enrôlement clandestin de Tunisiens dans les forces arabo-turques rentre a plein titre dans le cadre de la solidarité tunisienne.

C'est à vrai dire un aspect bien peu connu, sur lequel, par ailleurs, par sa nature même de phénomène illégal et clandestin, on trouve peu d'informations. Il semble que Bach-Hamba même se soit employé pour l'enrôlement de volontaires tunisiens, parmi les "tirailleurs tunisiens" déjà en service dans les troupes de la Régence, assurant ainsi l'envoi en Tripolitaine d'éléments déjà militairement qualifiés. Mais du côté français on eut, au moins dans les rapports avec les autorités italiennes, la tendance à nier ou du moins à diminuer la consistance du passage en Tripolitaine de volontaires tunisiens.

En Algérie aussi, même si le pays était plus loin du théâtre

des opérations militaires de 1911-1912, les événements de Libye eurent des échos auprès de la population locale qui exprima sa solidarité, au nom de l'Islam, surtout à travers la collecte d'argent pour les forces qui combattaient.

A cause de la diversité de la situation, en Algérie il n'y eut pas, comme en Tunisie, d'importantes manifestations d'hostilité envers les Italiens, ni de tensions et d'incidents; ceci s'explique aussi par le plus étroit contrôle exercé sur le pays par les autorités françaises qui au bon moment prirent les mesures nécessaires; quand, par exemple, à mi novembre - après la diffusion probable de nouvelles sur la sanguinaire répression de l'insurrection de Tripoli - on tenta de mettre en scène une manifestation de protestation contre le consul italien, la police séquestra les affiches et étouffa l'initiative.

Pendant les premiers mois du conflit l'attention sur les événements de la Libye n'alla pas au delà des grandes villes et des centres proches de la frontière tunisienne, mais à partir du début de 1912, et de façon plus accentuée, il nous semble dès le printemps, la solidarité morale et la disponibilité à concourir matériellement en faveur de la Résistance arabo-turque augmentèrent.

"les événements de la Tripolitaine continuent à faire l'objet de commentaires de la part de nos sujets musulmans", écrit un rapport du Gouvernement général d'Algérie pour février 1912. Pour le mois d'avril on continue à signaler l'intérêt des Algériens pour la guerre libyenne; ils "ne cachent pas la joie qu'ils éprouvent à la nouvelle de tout avantage remporté par leurs frères musulmans".

Quand pourtant le cours des événements devint défavorable à l'Empire ottoman, il y eut un déplacement de l'attention de la

part de la presse et de l'opinion publique qui par ailleurs hésitait à croire aux défaites turques.

La conclusion de la paix italo-turque en octobre sembla passer inaperçue, alors que la participation émotive se déplaça vers les événements de la péninsule balkanique.

La diffuse et consistante collecte de fonds pour les blessés fut la plus importante expression de la solidarité algérienne envers la Résistance arabo-turque. Parmi les premières initiatives, celle du journal "El Hack", d'Oran, où se réunirent fin janvier une quarantaine de responsables de la collecte, qui avait rapporté une somme globale d'environ 36 mille francs. En février la collecte se poursuivait dans les trois départements (Alger, Oran, Constantine); dans ce dernier on avait déjà ramassé 30.500 francs.

Les autorités françaises avaient autorisé l'initiative mais elles la surveillaient discrètement pour s'assurer qu'elle maintiendrait "son but strictement humanitaire" - alors qu'il y avait des craintes que les fonds fussent au moins en partie destinés à soutenir la propagande panislamique. Quelles que furent l'ampleur et la destination des sommes recueillies, l'important et dangereux sens politique de cette initiative n'échappait pas aux responsables français: "une affirmation - publique et continue des liens de solidarité qui unissent les musulmans de l'Algérie à ceux des autres pays".

En mars les sommes recueillies étaient respectivement de: 36.200 francs dans le département d'Oran, 30.000 dans celui d'Alger et 100.000 dans celui de Constantine.

Sur un journal il y a deux listes de noms avec l'indication de la contribution versée par chacun; on lit des centaines de noms pour

des sommes qui vont de quelques francs (même seulement un, deux, trois) à 20, 25, 30; le total de la collecte avait atteint alors 21.191 francs.

En Algérie aussi quelques notables musulmans reçurent l'appel à la solidarité panislamique diffusé de Berlin, dont on a déjà parlé à propos de la Tunisie. Les autorités d'Alger vinrent à connaissance de quelques noms des destinataires et croyaient que d'autres avaient reçu à Tlemcen et à Constantine l'appel dont elles réussirent à avoir un exemplaire.

L'arrivée de l'étranger et le contenu panislamique du document - dont les archives conservent un original - préoccupèrent un peu les responsables français.

La solidarité algérienne s'exprima très vraisemblablement aussi par le passage en Tripolitaine de volontaires; à ce propos cependant nous avons peu d'allusions et indirectes. Rappelons que même un personnage prestigieux, le fils de l'émir Abd el Qader, s'engagea en faveur de la résistance libyenne et se rendit lui-même dans les régions du conflit.

Nous sommes bien conscients que sur le thème en question on pourrait développer une plus ample recherche, d'abord dans la presse quotidienne et périodique locale, en français et en arabe, qu'on peut en partie au moins consulter dans les bibliothèques locales; on en trouve bien peu dans les bibliothèques européennes.

Avec ces quelques nouvelles fragmentaires, nous souhaitons être arrivés à donner une idée d'ensemble de cet aspect peu connu de la solidarité maghrébine.